

# Table des matières

## PARTIE I - AIDE AUX VICTIMES D'ACTES INTENTIONNELS DE VIOLENCE

24 novembre 1983. – CONVENTION européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes ( <i>Mon. 13 avril 2004</i> ) . . . . .	1
1 <sup>er</sup> août 1985. – LOI portant des mesures fiscales et autres ( <i>Mon. 6 août 1985</i> ) . . . . .	2
18 décembre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels ( <i>Mon. 20 février 1987</i> ) . . . . .	6
23 janvier 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'acte intentionnel de violence contre des membres des services de police et de secours et contre des particuliers secourant une victime d'acte intentionnel de violence ( <i>Mon. 20 février 1987</i> ) . . . . .	11
4 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi d'une indemnité spéciale et complémentaire en cas de dommage physique subi par des membres des services de police et de secours, par certains membres de la Sûreté de l'État, par certains membres de l'administration des Etablissements pénitentiaires et par le personnel de la Défense lors du sauvetage de personnes dont la vie était en danger ( <i>Mon. 20 décembre 2006</i> ) . . . . .	11
20 décembre 2006. – CONVENTION internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée à New York ( <i>Mon. 30 juin 2011</i> ) . . . . .	12
1 <sup>er</sup> avril 2007. – LOI relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme ( <i>Mon. 15 mai 2007</i> ) . . . . .	16
15 mai 2012. – LOI relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> octobre 2012</i> ) . . . . .	18
15 juin 2012. – LOI tendant à réprimer le non-respect de l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique et modifiant les articles 594 et 627 du Code judiciaire ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> octobre 2012</i> ) . . . . .	19

## PARTIE II - AIDE ET PROTECTION DE LA JEUNESSE

5 septembre 1919. – LOI instituant l'Œuvre nationale de l'enfance ( <i>Mon. 25 septembre 1919</i> ) . . . . .	22
1 <sup>er</sup> septembre 1920. – LOI interdisant l'entrée des salles de spectacles cinématographiques aux mineurs âgés de moins de seize ans ( <i>Mon. 18 février 1921</i> ) . . . . .	22
30 avril 1958. – LOI relative à la capacité du mineur pour certaines opérations liées à l'épargne ( <i>Mon. 10 mai 1958</i> ) . . . . .	23
15 juillet 1960. – LOI sur la préservation morale de la jeunesse ( <i>Mon. 20 juillet 1960</i> ) . . . . .	23
8 avril 1965. – LOI relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait ( <i>Mon. 15 avril 1965; Err. Mon. 19 mai 1965</i> ) . . . . .	24
25 juillet 1966. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au fonctionnement des comités de protection de la jeunesse ( <i>Mon. 28 juillet 1966</i> ) . . . . .	38
25 juillet 1966. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions dans lesquelles les comités de protection de la jeunesse peuvent engager dans l'intérêt de mineurs des dépenses à charge du budget du Ministère de la justice ( <i>Mon. 28 juillet 1966</i> ) . . . . .	39

25 juillet 1966. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la procédure de la communication des renseignements énumérés à l'article 63 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ( <i>Mon. 28 juillet 1966</i> ) . . . . .	39
20 octobre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le nombre, l'espèce et les modalités d'application des vaccinations et inoculations préventives visées à l'article 78 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ( <i>Mon. 7 novembre 1969</i> ) . . . . .	39
7 décembre 1987. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse ( <i>Mon. 23 février 1988</i> ) . . . . .	40
9 mai 1988. – DÉCRET du Conseil de la Communauté germanophone relatif à l'accueil d'enfants de moins de douze ans et au Fonds pour les femmes enceintes en situation précaire et pour la protection d'enfants ( <i>Mon. 27 janvier 1989</i> ) . . . . .	45
14 mai 1990. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif au maintien, après l'âge de dix-huit ans, de certaines mesures de protection de la jeunesse ( <i>Mon. 16 juin 1990; Err. Mon. 29 janvier 1991</i> ) . . . . .	45
27 décembre 1990. – ACCORD de coopération entre la Communauté française, la Communauté flamande, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant création, composition et règlement de fonctionnement de la Commission intercommunautaire de contrôle des films ( <i>Mon. 20 avril 1991</i> ) . . . . .	45
4 mars 1991. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif à l'aide à la jeunesse ( <i>Mon. 12 juin 1991</i> ) . . . . .	46
14 mai 1991. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française relatif au fonctionnement du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse ( <i>Mon. 6 septembre 1991</i> ) . . . . .	58
12 novembre 1991. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française déterminant le fonctionnement de la Commission d'agrément créée par le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ( <i>Mon. 2 septembre 1992</i> ) . . . . .	58
13 juillet 1994. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux institutions de l'assistance spéciale à la jeunesse ( <i>Mon. 10 décembre 1994</i> ) . . . . .	58
15 mai 1997. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française fixant le code de déontologie de l'aide à la jeunesse et instituant la commission de déontologie de l'aide à la jeunesse ( <i>Mon. 15 octobre 1997</i> ) . . . . .	72
27 juillet 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de la consultation des pièces du dossier du conseiller ou du directeur de l'aide de la jeunesse ( <i>Mon. 30 octobre 1998</i> ) . . . . .	73
15 mars 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juin 1999</i> ) . . . . .	74
27 avril 2001. – ACCORD sectoriel entre la Communauté française et la Communauté germanophone en matière d'aide à la jeunesse et d'adoption ( <i>Mon. 21 septembre 2001</i> ) . . . . .	82
1 <sup>er</sup> mars 2002. – LOI relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> mars 2002</i> ) . . . . .	83
17 juillet 2002. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé «ONE» ( <i>Mon. 2 août 2002</i> ) . . . . .	84
31 mars 2004. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif à l'adoption ( <i>Mon. 13 mai 2004</i> ) . . . . .	89

29 avril 2004. – ORDONNANCE de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune relative à l'aide à la jeunesse ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juin 2004</i> )	96	3 avril 1984. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la composition du numéro d'identification des personnes inscrites au registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 21 avril 1984</i> )	183
30 avril 2004. – DÉCRET du Parlement flamand portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique "Kind en Gezin" (Enfance et Famille) ( <i>Mon. 7 juin 2004</i> )	98	3 avril 1984. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'accès de certaines autorités publiques au registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations ( <i>Mon. 21 avril 1984</i> )	184
7 mai 2004. – DÉCRET du Parlement flamand relatif au statut du mineur dans l'aide intégrale à la jeunesse ( <i>Mon. 4 octobre 2004</i> )	101	3 avril 1984. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exercice du droit d'accès et du droit de rectification par les personnes inscrites au registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 13 juin 1984</i> )	185
21 décembre 2005. – DÉCRET du Conseil de la Communauté germanophone relatif à l'adoption ( <i>Mon. 22 mars 2006</i> )	103	16 octobre 1984. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'agrément de centres informatiques pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 9 novembre 1984</i> )	186
28 septembre 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone relatif à l'adoption ( <i>Mon. 23 novembre 2006</i> )	105	29 juillet 1985. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux cartes d'identité ( <i>Mon. 7 septembre 1985</i> )	186
7 mars 2008. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse ( <i>Mon. 15 avril 2008</i> )	107	30 octobre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL imposant aux administrations communales la communication au Ministère de la Santé publique et de la Famille, des informations mentionnées à l'article 10, § 3, a) et § 4, 3°, de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, par l'intermédiaire des services du Registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 14 février 1987</i> )	188
19 mai 2008. – DÉCRET du Parlement de la Communauté germanophone relatif à l'aide à la jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> octobre 2008</i> )	110	11 mai 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la transmission d'informations, par les communes, à l'Office des étrangers, par l'intermédiaire du Registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 24 octobre 1987</i> )	188
27 novembre 2008. – CONVENTION européenne en matière d'adoption des enfants (révisée), faite à Strasbourg ( <i>Mon. 21 août 2015</i> )	115	19 juillet 1991. – LOI relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 3 septembre 1991</i> )	188
20 janvier 2012. – DÉCRET du Parlement flamand réglant l'adoption internationale d'enfants ( <i>Mon. 2 mars 2012</i> )	117	16 juillet 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux registres de la population et au registre des étrangers ( <i>Mon. 15 août 1992</i> )	193
22 mars 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif au droit de consultation et à la médiation en cas d'adoption internationale ( <i>Mon. 6 mai 2013</i> )	121	16 juillet 1992. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers ( <i>Mon. 15 août 1992</i> )	195
12 juillet 2013. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'aide intégrale à la jeunesse ( <i>Mon. 13 septembre 2013</i> )	126	16 juillet 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au droit d'accès aux registres de la population et au registre des étrangers ainsi qu'au droit de rectification desdits registres ( <i>Mon. 15 août 1992</i> )	196
21 février 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'aide intégrale à la jeunesse ( <i>Mon. 28 février 2014</i> )	136	16 juillet 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la communication des informations contenues dans les registres de la population et dans le registre des étrangers ( <i>Mon. 15 août 1992</i> )	197
13 mars 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif à la mise en place des institutions publiques de protection de la jeunesse, déterminant les différents régimes au sein de ces institutions, établissant le Code des institutions publiques de protection de la jeunesse et réglant certaines modalités de fonctionnement de ces institutions ( <i>Mon. 17 juillet 2014</i> )	150	1 <sup>er</sup> février 1995. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire ( <i>Mon. 16 février 1995</i> )	198
8 mai 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'adoption ( <i>Mon. 12 août 2014</i> )	157	3 février 1995. – ARRÊTÉ ROYAL prescrivant l'inscription dans le registre d'attente des membres de la famille de l'étranger qui se déclare réfugié ou qui demande la reconnaissance de la qualité de réfugié ( <i>Mon. 16 février 1995</i> )	199
3 juillet 2015. – DÉCRET du Parlement flamand réglant l'adoption nationale d'enfants et modifiant le décret du 20 janvier 2012 réglant l'adoption internationale d'enfants ( <i>Mon. 7 août 2015</i> )	163	3 avril 1995. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre ( <i>Mon. 25 avril 1995</i> )	199
9 décembre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif aux subventions et interventions pour frais individuels liés à la prise en charge de jeunes ( <i>Mon. 14 janvier 2016</i> )	165	10 décembre 1996. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux différents documents d'identité pour les enfants de moins de douze ans ( <i>Mon. 20 décembre 1996</i> )	200
19 février 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la préparation préalable à l'adoption ( <i>Mon. 24 mars 2016</i> )	167	23 décembre 1996. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL exécutant les articles 9 et 16 de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux pièces et certificats d'identité pour enfants de moins de douze ans ( <i>Mon. 31 décembre 1996</i> )	201
19 février 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la médiation, au suivi et au droit de consultation du dossier en cas d'adoption nationale ( <i>Mon. 24 mars 2016</i> )	171	23 mars 1998. – ARRÊTÉ ROYAL imposant aux communes la communication, au Ministre ayant la sécurité routière dans ses attributions, d'informations relatives au permis de conduire ou au titre qui en tient lieu, par l'intermédiaire du Registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 9 septembre 1998</i> )	201

### PARTIE III - CARTES D'IDENTITÉ ET REGISTRES DE POPULATION

15 mai 1970. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la date du prochain recensement général de la population et ordonnant le numérotage des maisons et autres bâtiments ( <i>Mon. 23 mai 1970</i> )	176
8 août 1983. – LOI organisant un registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 21 avril 1984</i> )	176

28 février 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la transmission d'informations par les communes, à la sûreté de l'État, par l'intermédiaire du registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 29 mars 2002</i> )	202	10 février 2015. – LOI relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports et titres de voyage belges ( <i>Mon. 2 mars 2015</i> )	214
25 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux cartes d'identité ( <i>Mon. 28 mars 2003</i> )	202	<b>PARTIE IV - ENTREPRISES DE GARDIENNAGE ET DE SÉCURITÉ ET DÉTECTIVES PRIVÉS</b>	
25 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant des mesures transitoires relatives à la carte d'identité électronique ( <i>Mon. 28 mars 2003</i> )	205	10 avril 1990. – LOI réglant la sécurité privée et particulière ( <i>Mon. 29 mai 1990</i> )	218
26 mars 2003. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant le modèle du document de base en vue de la réalisation de la carte d'identité électronique ( <i>Mon. 28 mars 2003</i> )	205	17 décembre 1990. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la formation du personnel des entreprises de sécurité et à l'agrément des organismes de formation ( <i>Mon. 29 décembre 1990</i> )	233
5 juin 2004. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le régime des droits de consultation et de rectification des données électroniques inscrites sur la carte d'identité et des informations reprises dans les registres de population ou au Registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 21 juin 2004</i> )	206	17 décembre 1990. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les amendes administratives, visées à l'article 19 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage ( <i>Mon. 29 décembre 1990</i> )	234
13 février 2005. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la date d'entrée en vigueur et le régime du droit de prendre connaissance des autorités, organismes et personnes qui ont consulté ou mis à jour les informations reprises dans les registres de population ou au Registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 28 février 2005</i> )	207	14 mai 1991. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'équipement technique des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage ( <i>Mon. 28 mai 1991</i> )	235
25 mai 2005. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les personnes et institutions ayant accès au Registre des Cartes d'identité ( <i>Mon. 27 juin 2005</i> )	207	21 mai 1991. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'autorisation des entreprises de gardiennage ou des services internes de gardiennage ( <i>Mon. 28 mai 1991</i> )	235
8 janvier 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 25 janvier 2006</i> )	207	24 mai 1991. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles de procédure de la suspension ou du retrait des autorisations ou des agréments prévus par la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage ( <i>Mon. 7 juin 1991</i> )	235
19 mars 2008. – ARRÊTÉ ROYAL organisant la procédure de communication des différences constatées entre les informations du registre national des personnes physiques et celles des registres visés à l'article 2 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 15 avril 2008</i> )	208	27 juin 1991. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités relatives à l'assurance couvrant la responsabilité civile des entreprises de gardiennage, des services internes de gardiennage et des entreprises de sécurité maritime ( <i>Mon. 9 juillet 1991</i> )	236
24 novembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les cas dans lesquels une autorisation d'utiliser le numéro d'identification du Registre national n'est pas requise ( <i>Mon. 18 janvier 2011</i> )	209	19 juillet 1991. – LOI organisant la profession de détective privé ( <i>Mon. 2 octobre 1991; Err. Mon. 11 février 1993</i> )	237
17 août 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la communication des informations contenues dans le registre d'attente et modifiant l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations ( <i>Mon. 30 août 2013</i> )	209	29 avril 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'autorisation d'exercer la profession de détective privé ( <i>Mon. 15 mai 1992</i> )	240
24 février 2014. – ARRÊTÉ ROYAL exécutant l'article 6, § 6, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ( <i>Mon. 28 février 2014</i> )	210	29 juin 1992. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la procédure de la suspension et du retrait de l'autorisation d'exercer la profession de détective privé ( <i>Mon. 29 juillet 1992</i> )	241
28 février 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la clôture de la période de renouvellement des cartes d'identité ( <i>Mon. 6 mars 2014</i> )	210	28 septembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les fonctions publiques et militaires visées à l'article 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , 6 <sup>o</sup> , de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé ( <i>Mon. 27 octobre 1992</i> )	241
19 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les registres de population consulaires ( <i>Mon. 4 juin 2014</i> )	210	8 octobre 1993. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux raccordements directs des systèmes d'alarme ou des centraux d'alarme aux services de police ( <i>Mon. 11 novembre 1993</i> )	241
19 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux cartes d'identité délivrées par les postes consulaires de carrière ( <i>Mon. 4 juin 2014</i> )	210	30 juillet 1994. – ARRÊTÉ ROYAL établissant la liste des professions et des activités ne devant pas être considérées comme visées par la loi organisant la profession de détective privé ( <i>Mon. 14 septembre 1994</i> )	242
19 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la durée de validité des passeports ( <i>Mon. 4 juin 2014</i> )	210	12 mai 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la protection par la gendarmerie du transport de valeurs ( <i>Mon. 23 mai 1997</i> )	242
19 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi de documents d'identité aux enfants de moins de 12 ans ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> septembre 2015</i> )	211	8 septembre 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les conditions pour le lieu protégé ( <i>Mon. 23 septembre 1997</i> )	242
17 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions, la procédure et les conséquences de l'agrément de services d'identification pour applications publiques numériques qui utilisent des moyens d'identification sans fil ( <i>Mon. 8 août 2014</i> )	211	17 mai 2002. – ARRÊTÉ ROYAL réglant les méthodes des centrales de surveillance utilisant des systèmes de suivi ( <i>Mon. 18 juin 2002</i> )	242
Édition 2016 (1 <sup>er</sup> août 2016) – © Bruylant		13 juin 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions d'obtention d'un agrément comme entreprise de sécurité ( <i>Mon. 9 juillet 2002</i> )	243
		7 avril 2003. – ARRÊTÉ ROYAL réglant certaines méthodes de surveillance et de protection du transport de valeurs et relatif aux spécificités techniques des véhicules de transport de valeurs ( <i>Mon. 29 avril 2003</i> )	244

26 septembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités en matière d'octroi, de durée de validité, de refus et de destruction de la carte d'identification et à la procédure en matière d'enquêtes sur les conditions de sécurité (Mon. 16 novembre 2005).	250	28 juillet 1951. – CONVENTION internationale relative au statut des réfugiés et annexes (Mon. 4 octobre 1953).	334
12 octobre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le modèle de la carte d'identification visée dans la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière (Mon. 27 octobre 2006).	252	14 décembre 1950. – STATUT du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	335
17 novembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux armes utilisées par les entreprises, services, organismes et personnes visées par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière (Mon. 24 novembre 2006).	253	13 décembre 1955. – CONVENTION européenne d'établissement et protocole (Mon. 24 août 1965)	338
25 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes d'alarme et de gestion de centraux d'alarme (Mon. 4 juin 2007)	257	11 avril 1960. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux (Mon. 1 <sup>er</sup> juillet et 11 août 1960)	341
10 février 2008. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelle et à la reconnaissance des qualifications professionnelles C.E. pour l'exercice de la profession de détective privé, ainsi qu'à l'agrément des formations (Mon. 3 mars 2008)	259	12 mai 1960. – LOI portant approbation de la Convention relative au statut des apatrides et des annexes, signées à New-York le 28 septembre 1954 (Mon. 10 août 1960)	342
10 février 2008. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles C.E. pour l'exercice d'activités visées par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière (Mon. 3 mars 2008)	262	28 septembre 1954. – CONVENTION relative au statut des apatrides et Annexes (Mon. 10 août 1954)	342
15 mars 2010. – ARRÊTÉ ROYAL réglant certaines méthodes de gardiennage (Mon. 2 avril 2010)	264	22 décembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la procédure et le fonctionnement de la Commission consultative des étrangers (Mon. 12 février 1970)	345
28 mars 2011. – ARRÊTÉ ROYAL définissant les instances qui doivent être informées préalablement à l'exécution d'activités visées à l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière (Mon. 22 juin 2011)	266	28 juillet 1981. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la Commission consultative des étrangers (Mon. 7 août 1981)	345
27 décembre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les redevances à percevoir visées à l'article 20 de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière (Mon. 31 décembre 2012)	267	8 octobre 1981. – ARRÊTÉ ROYAL sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Mon. 27 octobre 1981; Err. Mon. 28 octobre 1981)	345
18 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la détermination des biens, autres que de l'argent, qui en raison de leur caractère précieux ou de leurs natures spécifiques sont considérés comme pouvant faire l'objet d'une menace (Mon. 8 avril 2014)	268	3 septembre 1985. – CONVENTION de Bâle relative à la coopération internationale en matière d'aide administrative aux réfugiés (Mon. 18 décembre 1987)	366
22 mai 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités relatives à la garantie bancaire prévue à l'article 19, § 5, alinéa 5, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière (Mon. 3 septembre 2014)	268	14 juillet 1986. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la communication par les communes, à l'Office des étrangers, de certaines informations concernant les étrangers (Mon. 7 août 1986)	367
29 juin 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux professions ou activités qui ne sont pas considérées comme activités visées à l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière (Mon. 27 août 2014)	268	10 août 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le montant et les modalités de paiement de la somme à consigner par les transporteurs en application de l'article 74/3 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Mon. 14 août 1987)	367

## PARTIE V - ÉTRANGERS (POLICE DES)

15 décembre 1980. – LOI sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Mon. 31 décembre 1980)	271	5 avril 1995. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de consignation et de paiement de l'amende administrative visée à l'article 74/4bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Mon. 20 avril 1995)	370
15 septembre 2006. – LOI réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du contentieux des étrangers (Mon. 6 octobre 2006)	285	6 avril 1995. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les critères d'une répartition harmonieuse des demandeurs d'asile entre les communes en application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Mon. 18 mai 1995)	371
11 mai 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 57/6/1, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, établissant la liste des pays d'origine sûrs (Mon. 15 mai 2015)	315	10 avril 1995. – ARRÊTÉ ROYAL portant désignation des bureaux de gendarmerie, ouverts au trafic des voyageurs et autorisés à percevoir les droits de chancellerie lors de la délivrance des visas aux frontières du Royaume (Mon. 13 mai 1995)	371
12 octobre 1918. – ARRÊTÉ-LOI relatif au séjour en Belgique des étrangers et des personnes d'origine étrangère (Mon. 13-19 octobre 1918)	334	11 mai 1995. – LOI portant approbation de la Convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes, faite à Dublin le 15 juin 1990, à Rome le 7 décembre 1990 et à Luxembourg le 13 juin 1991 (Mon. 30 septembre 1995)	371
26 juin 1953. – LOI portant approbation de la Convention internationale relative au statut des réfugiés et des annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951 (Mon. 4 octobre 1953)	334		



5 septembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 2, alinéa 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ( <i>Mon. 9 novembre 2001</i> ) . . . . .	429
30 décembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 24, alinéa 6, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et modifiant l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains ( <i>Mon. 30 janvier 2002</i> ) . . . . .	429
16 janvier 2004. – DÉCRET du Parlement flamand sur les funérailles et sépultures ( <i>Mon. 10 février 2004</i> ) . . . . .	430
22 avril 2004. – CODE de la démocratie locale et de la décentralisation ( <i>Mon. 12 août 2004; Err. Mon. 22 mars 2005</i> ) . . . . .	432
14 mai 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant organisation, aménagement et gestion des cimetières et établissements crématoires ( <i>Mon. 28 juin 2004</i> ) . . . . .	437
29 novembre 2007. – ORDONNANCE (du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale) portant fixation des modes de sépulture, de la destination des cendres ainsi que des rites de la conviction philosophique pour les funérailles pouvant figurer dans l'acte de dernières volontés ( <i>Mon. 19 décembre 2007</i> ) . . . . .	438
29 octobre 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ( <i>Mon. 24 novembre 2009</i> ) . . . . .	439
14 février 2011. – DÉCRET du Parlement de la Communauté germanophone sur les funérailles et sépultures ( <i>Mon. 28 mars 2011</i> ) . . . . .	442
3 mars 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale déterminant les modalités d'exécution des possibilités de se séparer dignement d'un foetus né sans vie visées par l'article 15ter de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ( <i>Mon. 18 mars 2011</i> ) . . . . .	444

## PARTIE VII - JOURNALISTES

30 décembre 1963. – LOI relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel ( <i>Mon. 14 janvier 1964; Err. Mon. 29 février 1964</i> ) . . . . .	445
12 avril 1965. – ARRÊTÉ ROYAL instituant des documents et signes à l'usage des journalistes professionnels et des entreprises de presse ( <i>Mon. 21 mai 1965</i> ) . . . . .	445
12 avril 1965. – ARRÊTÉ ROYAL instituant des documents et insignes d'identification à l'usage des membres de la presse périodique d'information spécialisée ( <i>Mon. 21 mai 1965</i> ) . . . . .	446
16 octobre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'organisation et le fonctionnement des commissions d'agrément et d'appel ainsi que la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen des demandes tendant à l'obtention du titre de journaliste professionnel ( <i>Mon. 17 avril 1992</i> ) . . . . .	448
7 avril 2005. – LOI relative à la protection des sources journalistiques ( <i>Mon. 27 avril 2005</i> ) . . . . .	450

## PARTIE VIII - MALADES MENTAUX

26 juin 1990. – LOI relative à la protection de la personne des malades mentaux ( <i>Mon. 27 juillet 1990</i> ) . . . . .	451
18 juillet 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 36 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux ( <i>Mon. 26 juillet 1991</i> ) . . . . .	455

XII

18 juillet 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux ( <i>Mon. 26 juillet 1991</i> ) . . . . .	456
---	-----

## PARTIE IX - NATIONALITÉ

28 juin 1984. – LOI relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge ( <i>Mon. 12 juillet 1984</i> ) . . . . .	458
20 janvier 1939. – LOI approuvant la convention de La Haye du 12 avril 1930 concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité, et ses protocoles relatifs aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité et à l'apatridie ( <i>Mon. 13 août 1939</i> ) . . . . .	465
12 avril 1930. – CONVENTION de La Haye concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité ( <i>Mon. 13 août 1939</i> ) . . . . .	465
12 avril 1930. – PROTOCOLE relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité, signé à La Haye ( <i>Mon. 13 août 1939</i> ) . . . . .	466
12 avril 1930. – PROTOCOLE spécial relatif à l'apatridie, signé à La Haye ( <i>Mon. 13 août 1939</i> ) . . . . .	466
5 février 1947. – LOI organisant le statut des étrangers prisonniers politiques ( <i>Mon. 15 février 1947; Err. Mon. 9 juin 1947</i> ) . . . . .	466
30 décembre 1953. – LOI relative à la déchéance de la nationalité belge du chef de condamnation par défaut pour infraction contre la sûreté extérieure de l'État, commise entre le 26 août 1939 et le 15 juin 1949 ( <i>Mon. 17 janvier 1954</i> ) . . . . .	466
28 avril 1958. – LOI portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne, relatif à la rectification de la frontière belgo-allemande et au règlement de divers problèmes concernant les deux pays, du Protocole final, des Annexes 1, 2, 3 et 4, et des lettres annexes, signés à Bruxelles le 24 septembre 1956 ( <i>Mon. 23 août 1958</i> ) . . . . .	467
30 août 1961. – CONVENTION sur la réduction des cas d'apatridie ( <i>Mon. 4 novembre 2014</i> ) . . . . .	467
14 janvier 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration ( <i>Mon. 21 janvier 2013; Err. Mon. 18 février 2013</i> ) . . . . .	469

## PARTIE X - NOMS ET PRÉNOMS

23 août 1794 (6 fructidor an II). – DÉCRET portant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénoms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance ( <i>Bull. 46, n° 36; Pasin.</i> ) . . . . .	473
26 janvier 1822. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux titres de noblesse et qualités ( <i>Journ. off. n° 1; Pasin.</i> ) . . . . .	473
15 mai 1987. – LOI relative aux noms et prénoms ( <i>Mon. 10 juillet 1987</i> ) . . . . .	473

## PARTIE XI - PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

17 juin 1991. – LOI portant approbation de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, faite à Strasbourg le 28 janvier 1981 ( <i>Mon. 30 décembre 1993</i> ) . . . . .	475
28 janvier 1981. – CONVENTION pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ( <i>Mon. 30 décembre 1993</i> ) . . . . .	475
8 décembre 1992. – LOI relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ( <i>Mon. 18 mars 1993</i> ) . . . . .	478

30 juin 1994. – LOI relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées ( <i>Mon. 24 janvier 1995</i> ) . . . . .	490	9 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL désignant les catégories de personnes habilitées à visionner en temps réel les images des caméras de surveillance installées dans des lieux ouverts, et déterminant les conditions auxquelles ces personnes doivent satisfaire ( <i>Mon. 24 mars 2014</i> ) . . . . .	497
13 février 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ( <i>Mon. 13 mars 2001</i> ) . . . . .	490	11 mars 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 3, § 5, 3 <sup>o</sup> de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ( <i>Mon. 25 mars 2015; Rect. Mon. 5 mai 2015</i> ) . . . . .	497
21 mars 2007. – LOI réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ( <i>Mon. 31 mai 2007</i> ) . . . . .	494	6 décembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conseillers en sécurité et en protection de la vie privée et à la plate-forme de la sécurité et de la protection des données ( <i>Mon. 28 décembre 2015</i> ) . . . . .	497
29 avril 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 3, § 5, 3 <sup>o</sup> , de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel en ce qui concerne l'Autorité des services et marchés financiers ( <i>Mon. 13 mai 2009</i> ) . . . . .	496		